

POUR UNE TRANSITION JUSTE DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Retour sur l'année 2022



SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
LES ATELIERS SUR LES TECHNOLOGIES	4
HYDROGENE	5
LA TECHNOLOGIE	5
CE QUE LES SYNDICATS PENSENT DE L'HYDROGENE...	7
LA TECHNOLOGIE EOLIENNE MARINE ET TERRESTRE	9
LA TECHNOLOGIE	9
CE QUE LES SYNDICATS PENSENT DE L'EOLIEN TERRESTRE ET MARIN...	11
BATTERIES ET PHOTOVOLTAÏQUE	12
LA TECHNOLOGIE	12
CE QUE LES SYNDICATS PENSENT DE LA TECHNOLOGIE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE ET DES BATTERIES...	15
CAPTAGE ET STOCKAGE DU CARBONE	16
LA TECHNOLOGIE	16
CE QUE LES SYNDICATS PENSENT DE LA TECHNOLOGIE CSC...	18
LES ATELIERS NATIONAUX	20
PANORAMA MONDIAL	20
PROGRES ET DEFIS : LES ACTIONS DES TRAVAILLEURS POUR ASSURER UNE TRANSITION JUSTE	20
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	26
CONCLUSIONS	26
RECOMMANDATIONS	29



POUR UNE TRANSITION JUSTE DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Retour sur l'année 2022

INTRODUCTION



La Confédération syndicale internationale (CSI) représente plus de 200 millions de travailleurs et travailleuses organisés dans le monde ; LO Norvège représente près de la moitié de la main-d'œuvre norvégienne, y compris les travailleurs des secteurs pétrolier et énergétique ; et IndustriALL Global Union représente l'essentiel du secteur mondial de l'énergie et des travailleurs industriels organisés, fort d'une cinquantaine de millions de membres dans 140 pays. Ensemble, nous avons lancé cette année l'initiative *Pour une transition juste dans le secteur de l'énergie* afin d'aider nos membres du secteur de l'énergie à opérer une Transition juste au cours de cette période particulièrement agitée.

Tous nos membres ressentent les conséquences du changement climatique. Nombre d'entre eux expérimentent déjà les conséquences d'une transition énergétique injuste qui se traduit par des pertes d'emplois, par l'émergence d'emplois qui ne sont pas de qualité et par un sentiment d'inquiétude quant à l'avenir. Mais les conséquences du changement climatique se feront ressentir plus durement encore, et par tout le monde, si l'action climatique est retardée ; si nous ne faisons pas de la transition énergétique une Transition juste, nos membres seront quant à eux exposés à la perte d'emplois syndiqués de haute qualité dans le secteur de l'énergie.

Il y a deux ans, au plus fort des confinements liés à la pandémie, des centaines de milliers de travailleurs des secteurs pétrolier et gazier ont perdu leur emploi. Aujourd'hui, nos membres du secteur de l'énergie sont de retour au travail, mais la montée en flèche des prix de l'énergie et la flambée des prix en général submerge les ménages pauvres et la classe ouvrière et menace les emplois dans les industries à forte intensité énergétique. Bien que certains pays opèrent un retour aux combustibles fossiles, y compris en étendant le recours au charbon, nous savons que ce revirement n'est pas appelé à durer. À long terme, il nous faudra compter sur l'énergie verte.

Cette transition est déjà engagée, mais nous ne sommes pas impliqués. Les syndicats doivent pourtant avoir voix au chapitre. C'est là le défi que nous devons relever et notre responsabilité. Le niveau de sécurité, de qualité et de rémunération des emplois de demain devrait être aussi élevé que dans le cas des emplois actuels, sinon meilleur. Pour assurer une Transition juste assortie de bons emplois, nous devons faire preuve d'initiative et devenir les principaux instigateurs des solutions. Ces initiatives ne seront pas le fruit des employeurs ou des gouvernements.

Au terme de plusieurs années de travail, les syndicats norvégiens ont pris des engagements en faveur d'une Transition juste, y compris en établissant un organe tripartite de dialogue social sur la question. Cette année, lors du congrès de LO Norway, les syndicats ont examiné et adopté à l'unanimité une résolution sur les industries, les entreprises et la production, qui traite de notre responsabilité climatique et des choix difficiles que nous aurons à faire.

S'il est vrai que la crise énergétique en Europe a rebattu les cartes pour les pays producteurs de pétrole à court terme, nous savons parfaitement que l'élimination progressive des combustibles fossiles est une nécessité. Nous savons également que de nombreux emplois s'en trouveront affectés dans le secteur pétrolier et les secteurs connexes. Nous attendons des gouvernements et des entreprises énergétiques qu'ils poursuivent leur action en faveur des investissements et de la production d'énergie renouvelable, de sorte que la transition vers un avenir en harmonie avec le climat s'accompagne d'un large choix d'emplois de qualité pour les travailleurs et les travailleuses.

Cette initiative conjointe entre la CSI, LO Norvège et IndustriALL a vocation à soutenir nos membres pour assurer une Transition juste. L'initiative comporte deux volets :

1. **La première action**, telle qu'elle est énoncée dans le présent rapport, porte sur les technologies en citant en exemple certains pays afin de cerner précisément la question de l'emploi. Les syndicats et les experts se sont réunis pour échanger des informations sur les emplois, les compétences, les marchés, les investissements et les émissions en lien avec des technologies telles que l'hydrogène, le CSC, l'éolien offshore et d'autres énergies renouvelables, les combustibles alternatifs et les services énergétiques.
2. **La seconde action** explore le potentiel d'un nouveau processus tripartite ancré au niveau des Nations Unies et axé sur une transition juste dans le secteur de l'énergie, à commencer par le pétrole et le gaz. Cette initiative entend contribuer à mettre en place et appliquer des emplois décents au niveau mondial et des accords de transition juste entre les compagnies pétrolières et gazières et les syndicats. En cas de succès, les syndicats mondiaux prévoient de l'étendre pour inclure d'autres entreprises énergétiques.



Les **ateliers sur les technologies de transition énergétique** ont fourni aux syndicats du monde entier un forum pour échanger des informations, des exemples et des stratégies en matière de bons emplois et de Transition juste dans le secteur de l'énergie.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le secteur de l'énergie emploie près de 65 millions de personnes à travers le monde dans les secteurs de l'approvisionnement en combustibles (charbon, pétrole, gaz), de l'électricité (réseaux, transmission, générateurs) et des utilisations finales (équipement, bâtiments, véhicules). L'emploi dans le secteur de l'énergie représente 2 % de la main-d'œuvre formelle mondiale.

Maintenir les bons emplois actuels dans le secteur de l'énergie tout en décarbonant est une étape essentielle de la Transition juste et devrait devenir un objectif de la politique énergétique à venir.

En restant axé sur cette perspective de conservation et de création d'emplois de qualité, les ateliers ont exploré les technologies clés pour la décarbonation à long terme des industries et des secteurs à forte intensité énergétique.

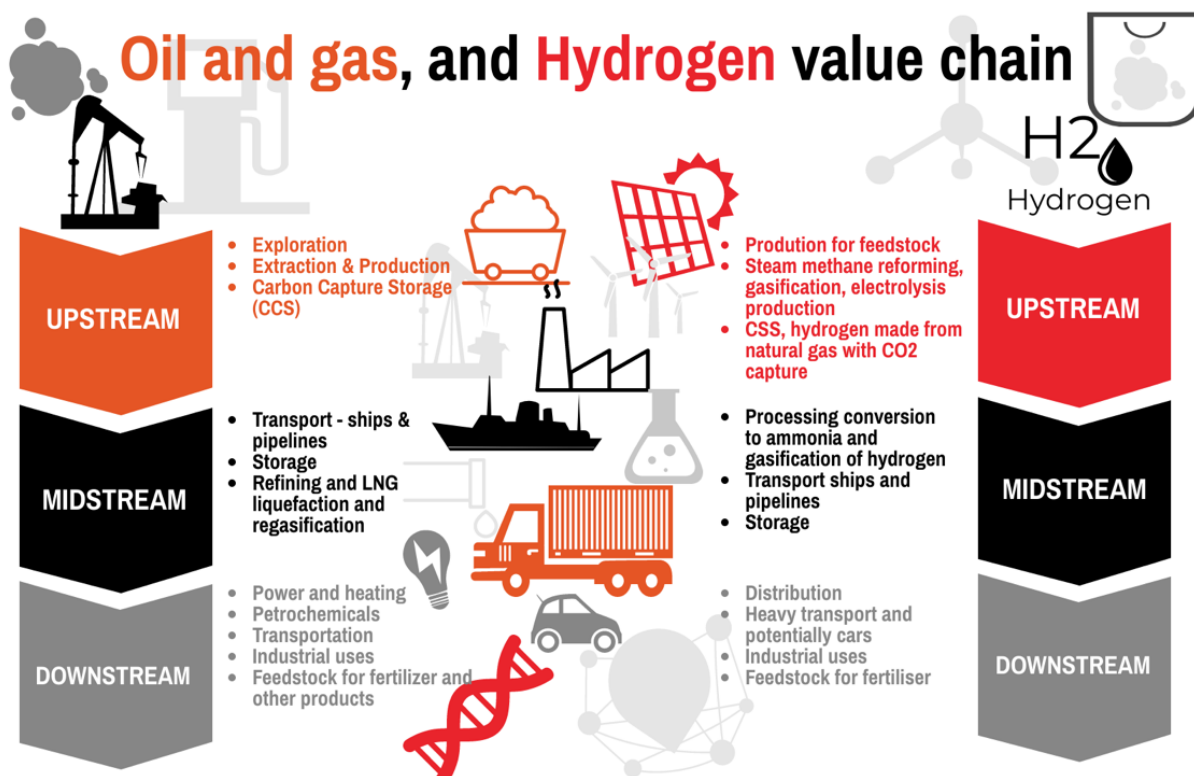
Pour avoir une meilleure idée des emplois existants et potentiels, les ateliers sur la Transition juste et le secteur de l'énergie ont examiné les chaînes de valeur du pétrole et du gaz par rapport aux chaînes de valeur suivantes :

- **l'hydrogène ;**
- **la technologie éolienne marine (offshore) et terrestre (onshore) ;**
- **les batteries, la technologie solaire et photovoltaïque ; et**
- **le captage et le stockage du carbone (CSC).**

En décomposant les **chaînes de valeur** de ces technologies entre la production, la transformation, la distribution et l'utilisation finale (en amont, intermédiaire et en aval), on comprend mieux où se trouvent les emplois aujourd'hui d'une part, et où les travailleurs pourront évoluer à l'avenir dans les technologies de l'énergie propre.

Les ateliers ont mis l'accent sur les questions suivantes :

1. Combien de nouveaux emplois sont/seront créés et quand ?
2. Quels emplois actuels sont appelés à évoluer ?
3. Les nouveaux emplois viendront-ils compléter les emplois actuels, ou s'y substituer ?
4. De quels types d'emplois parlons-nous ? S'agit-il de bons emplois ?
5. Quelles sont les nouvelles compétences qui seront nécessaires pour ces emplois ?
6. Qu'en est-il de la santé et de la sécurité ?



L'hydrogène et sa chaîne de valeur

L'hydrogène peut offrir des possibilités telles que d'accroître la création de valeur, créer de nouveaux emplois et réduire les émissions de façon importante. Il joue un rôle important dans la décarbonation de l'industrie lourde et potentiellement les transports et comme énergie de soutien pour le secteur électrique. Les emplois dans la chaîne de valeur du pétrole et du gaz présentent un important potentiel de transférabilité des compétences vers les emplois dans la production, le transport et l'utilisation de l'hydrogène.

Cependant, l'hydrogène ne permettra pas à lui seul de parvenir à une décarbonation totale, ni ne fournira suffisamment d'emplois pour remplacer les bons emplois actuels dans le secteur du pétrole et du gaz. Et bien que de nombreux pays aient d'ores et déjà prévu d'exporter de l'hydrogène, la technologie de transport de l'hydrogène par voie maritime n'est pas encore viable sur le plan commercial.

La technologie

L'hydrogène peut être produit à partir de diverses ressources domestiques, y compris les combustibles fossiles, la biomasse et l'électrolyse de l'eau (grâce à un courant électrique). L'impact environnemental et l'efficacité énergétique de l'hydrogène dépendent de son mode de production.

L'hydrogène vert est produit sur la base de l'énergie propre produite par des sources d'énergie renouvelables, telles que l'énergie solaire ou éolienne, par le biais d'un procédé appelé électrolyse. Mais 95 % de la production mondiale actuelle d'hydrogène émane de combustibles fossiles, principalement du gaz naturel. On s'attend à ce que le captage et le stockage du carbone (CSC) et les progrès de la technologie CSC entraînent une réduction considérable des émissions liées à la production d'hydrogène à partir de combustibles fossiles.

Types of hydrogen and technologies

Depending on the type of production used and level of emissions, different colours are assigned to hydrogen.



La forme la plus courante d'hydrogène est l'**hydrogène gris**, produit à partir du gaz naturel dans le cadre d'un procédé (reformage du méthane à la vapeur) libérant 10 kg de CO2 pour chaque kilogramme d'hydrogène produit par cette méthode. Si les émissions de CO2 qui en résultent sont capturées et stockées (CSC), on parle d'**hydrogène bleu**, qui devrait être moins polluant en libérant entre 1 et 3 kg de CO2 par kilogramme. Le procédé ne permet pas de stocker toutes les émissions de CO2 qui en résultent, mais la technologie s'améliore et permet un stockage quasi total (93 % de CSC).

Un autre mode de production d'hydrogène consiste à diviser les molécules d'eau par électrolyse à l'aide d'énergie renouvelable. On obtient alors de l'**hydrogène vert** et de l'oxygène. L'hydrogène vert peut également être produit à partir de la biomasse.

L'hydrogène n'est pas une source d'énergie mais un vecteur énergétique. Son coût de production dépend en grande partie du coût de la matière première utilisée pour sa production et, en cas de recours au CSC, du coût de ce procédé. L'hydrogène produit à partir de combustibles fossiles ne faisant pas intervenir le procédé CSC est moins cher mais ne permet pas de réduire les émissions. L'hydrogène produit à partir du gaz naturel en impliquant le procédé CSC devrait être moins coûteux que l'hydrogène vert issu des énergies renouvelables, avec des émissions significativement plus faibles que l'hydrogène gris sans CSC, mais il n'est pas encore produit à une échelle commerciale. Actuellement, l'hydrogène produit par électrolyse à partir d'énergie renouvelable représente la forme d'hydrogène la plus onéreuse mais la moins émettrice.

En dépit de son coût, cet hydrogène vert fait néanmoins l'objet d'une demande accrue en tant que source énergétique de secours faiblement émettrice dans le cadre de la fourniture d'électricité à partir des énergies renouvelables ainsi qu'en tant qu'alternative aux combustibles fossiles dans des secteurs qui peuvent être difficiles à électrifier, tels que le transport lourd, l'industrie sidérurgique ou encore les transports aérien et maritime.

Selon les experts, l'hydrogène bleu pourrait bien s'avérer nécessaire pour répondre à la demande en phase de transition, en attendant que la production d'hydrogène vert atteigne une échelle commerciale et voie ses coûts diminuer. La Feuille de route de l'hydrogène en Europe indique par exemple que l'hydrogène pourrait couvrir jusqu'à 24 % de la demande énergétique totale au sein de l'UE d'ici 2050. L'UE accorde la priorité à l'hydrogène vert mais reconnaît la nécessité d'explorer l'hydrogène bleu afin de développer les infrastructures et accroître la demande.

Aujourd'hui, le débat sur l'énergie en Europe est marqué par la guerre en Ukraine. Le gaz russe représente une part importante des importations de gaz de l'UE. Outre l'importation de gaz naturel liquéfié en provenance d'autres pays et le recours accru au gaz naturel de Norvège, les pays de l'UE affichent également un intérêt pour l'hydrogène en tant que substitut du gaz naturel dans les secteurs industriels et autres.

Ce que les syndicats pensent de l'hydrogène...

En **Allemagne**, des discussions sont en cours depuis longtemps déjà à propos de la technologie de l'hydrogène, impliquant les milieux scientifiques, le lobby pétrolier et les consommateurs industriels. Le gouvernement allemand a élaboré une stratégie sur la question en 2020 dans le but de créer de solides partenariats énergétiques axés sur l'hydrogène aux quatre coins du monde. Dominé par des détails techniques, le débat ne tient **absolument pas compte du point de vue des travailleurs**.

Quel est le point de vue des travailleurs ?

La Fédération syndicale allemande DGB a consacré dix mois à l'élaboration de sa propre documentation sur le sujet, en dialoguant avec la sphère syndicale, des membres de comités d'entreprise et des experts de la chaîne de valeur sur les questions de l'industrie, de la mobilité et de l'énergie. Des entretiens ont été menés avec 20 experts différents, pour aboutir au document de position des travailleurs suivant : [Trade union demands for the hydrogen economy – towards a H2 ready workforce](#) (L'économie de l'hydrogène – revendications syndicales pour une main-d'œuvre prête pour le H2).

Pour préparer la main-d'œuvre au H2, les points suivants sont essentiels :

- Sécuriser les emplois dans l'industrie, créer de nouveaux emplois dans les énergies renouvelables
- Besoin de qualification dans tous les secteurs
- Programmes de soutien technologique incluant des recherches axées sur l'emploi et la société
- Acceptation de l'hydrogène par la main-d'œuvre et la société
- De solides droits de codécision sur les questions du climat et de l'environnement.

L'Allemagne importe l'essentiel de son pétrole et de son gaz et compte peu d'emplois dans l'extraction de pétrole et de gaz. Mais de nombreux emplois industriels de haute qualité dans le pays dépendent du gaz, comme dans les secteurs de la sidérurgie, des produits chimiques et de l'automobile. Dans le souci de conserver ces emplois à forte intensité énergétique, le gouvernement allemand et les syndicats veulent assurer une transition rapide vers l'hydrogène comme substitut du gaz naturel. S'ils s'impliquent trop tardivement dans le débat autour de l'hydrogène et le développement de la technologie, des emplois risquent d'être transférés à l'étranger.

La technologie de l'hydrogène en Allemagne suppose de construire un nombre important de nouvelles infrastructures ; il faudra reconvertir des infrastructures gazières en faveur de l'hydrogène et résoudre des problèmes techniques tels que la question du transport. La taille très réduite de la molécule d'hydrogène ainsi que sa volatilité rendent difficile le transport de ce gaz par voie maritime ; l'infrastructure gazière existante doit être remaniée. L'industrie devra commercialiser et construire des infrastructures d'hydrogène.

Le groupe pétrolier et gazier espagnol Repsol dirige un projet d'envergure en **Espagne** visant à reconvertir ses cinq raffineries en centres d'approvisionnement, de distribution et de production d'hydrogène pour les petits consommateurs, notamment pour le transport maritime, l'aviation et le transport de marchandises lourdes. Il s'agit ici de proposer un projet d'hydrogène vert en Espagne.

L'industrie pétrolière espagnole emploie quelque 30 000 personnes. En incluant les travailleurs de la distribution, cette main-d'œuvre se monte à près de 100 000 travailleurs au total. Nous ne savons pas combien d'emplois la distribution d'hydrogène offrira. Là où des complexes sont créés dans le secteur pétrochimique, nous constatons que les emplois liés à l'hydrogène sont réellement de qualité. La

production d'hydrogène en dehors de ces complexes offre des salaires plus bas, moins de droits, moins de pouvoir de négociation et c'est une préoccupation pour les syndicats.

Au **Japon**, le gouvernement a établi une *stratégie de croissance verte* pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Onze des quatorze secteurs de croissance visés par cette stratégie sont liés à l'hydrogène.

Bien que de récents développements tels que la pandémie et la guerre en Ukraine aient ralenti la stratégie japonaise en matière d'hydrogène, l'un des principaux objectifs reste de rendre l'hydrogène abordable et d'étendre son réseau dans le pays. Pour parvenir à la parité tarifaire sur le réseau, les coûts de l'hydrogène doivent être inférieurs au prix du gaz naturel.

Le Japon et l'Australie ont lancé un nouveau projet de production d'hydrogène à partir de charbon brun. Le charbon brun australien sera ainsi utilisé pour produire du H2 liquéfié, qui sera ensuite expédié au Japon. L'hydrogène sera produit sur deux sites situés à Victoria. Le partenariat porte le nom de Hydrogen Energy Supply Chain. Formé par un consortium de sociétés en Australie et au Japon, la valeur de ce projet pilote est actuellement estimée à 500 millions de dollars australiens. Le partenariat entend mettre sur pied une chaîne d'approvisionnement complète et robuste dans le secteur de l'hydrogène.

Le Brésil a le potentiel de devenir un chef de file mondial dans la production d'hydrogène vert, mais le régime de Bolsonaro a entraîné un ralentissement dans le pays. Doté d'abondantes ressources éoliennes et solaires, ce dernier s'avère en outre bien positionné du point de vue géographique pour exporter de l'hydrogène à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord et dispose d'une industrie nationale importante.

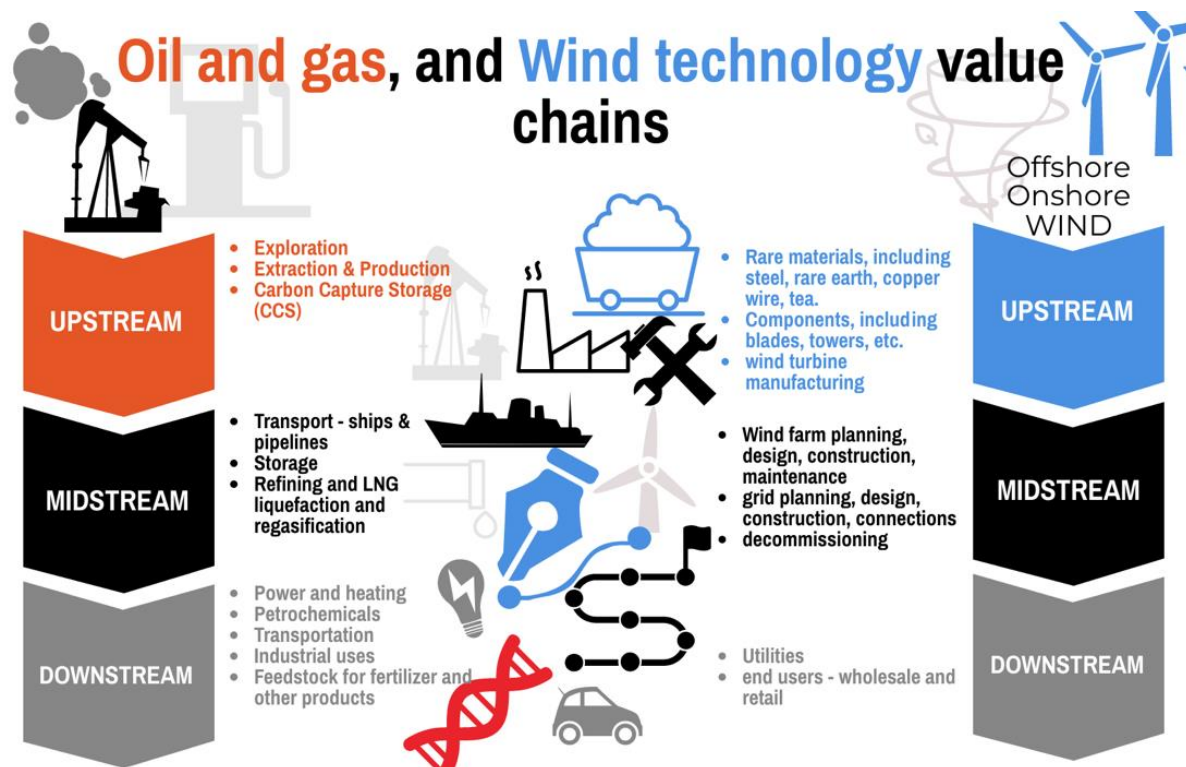
Le Brésil a été un pionnier des technologies de l'hydrogène entre 2002 et 2005 avec son plan national pour l'hydrogène. Il était aussi un acteur important de la protection du climat mais il a depuis régressé. Avec l'intérêt porté aux investissements dans les technologies plus propres, les syndicats brésiliens se montrent optimistes et croient en une évolution de la tendance mais cela dépendra en grande partie des prochaines élections.

Aux **États-Unis**, la Californie a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990 ; il leur reste huit ans pour y parvenir. D'ici 2045, il s'agira d'être totalement neutre en carbone.

La loi sur les investissements dans les infrastructures et les emplois prévoit un financement fédéral concernant jusqu'à quatre pôles pour l'hydrogène.

Les syndicats représentant les travailleurs de l'industrie de l'énergie ne sont pas des négationnistes. Les travailleurs doivent être à l'avant-garde de ces efforts en agissant de façon proactive. Les syndicats de Californie sont déterminés à atteindre les objectifs climatiques de l'État. Ils voient dans l'hydrogène un avenir pour les ouvriers qualifiés d'aujourd'hui dans le secteur de l'énergie et sont le fer de lance d'une coalition visant à obtenir un financement fédéral pour un pôle d'hydrogène vert en Californie du Sud.

Partout aux États-Unis, les travailleurs des raffineries sont concernés ; les syndicats travaillent en étroite collaboration avec l'AFL-CIO sur la question de l'hydrogène. Si plusieurs défis se posent dans le contexte de cette transition vers l'hydrogène, le pays y voit aussi une opportunité nationale. Les syndicats représentant les travailleurs des secteurs difficiles à décarboner aux États-Unis suivront avec une grande attention le développement de cette technologie ainsi que la manière dont la main-d'œuvre pourra être impliquée dès les premiers stades.



La technologie

Le vent produit de l'électricité en utilisant l'énergie cinétique créée par l'air en mouvement. Les éoliennes ou les systèmes de conversion de l'énergie éolienne permettent de transformer cette énergie en énergie électrique. Sous l'effet du vent, les pales de l'éolienne se mettent à tourner et activent ainsi le rotor, permettant sa transformation en énergie mécanique.

La technologie éolienne n'est pas nouvelle et connaît une croissance constante depuis les années 1990, avec des taux d'installation en hausse depuis une dizaine d'années.

Marine (offshore) ou terrestre (onshore), l'énergie éolienne joue un rôle central dans la transition vers un système d'électricité sans carbone. Les éoliennes terrestres et marines utilisent essentiellement la même technologie pour produire de l'électricité. Elles diffèrent toutefois par leur emplacement, leur taille, leur échelle et le mode de transfert de l'électricité produite.

La technologie éolienne **terrestre** est rentable et permet une installation rapide ainsi qu'un faible entretien, tout en offrant un potentiel de création de bons emplois en grand nombre dans les domaines de la construction et de l'entretien connexes. La force du vent sur terre étant variable, la capacité de production onshore est donc elle aussi variable. La technologie éolienne terrestre suscite en outre des préoccupations en raison de ses effets sur les animaux sauvages autour des sites, des nuisances sonores occasionnées et des répercussions sur le paysage (esthétique) ; de plus, une éolienne ne peut pas être installée n'importe où : tous les lieux ne conviennent pas.

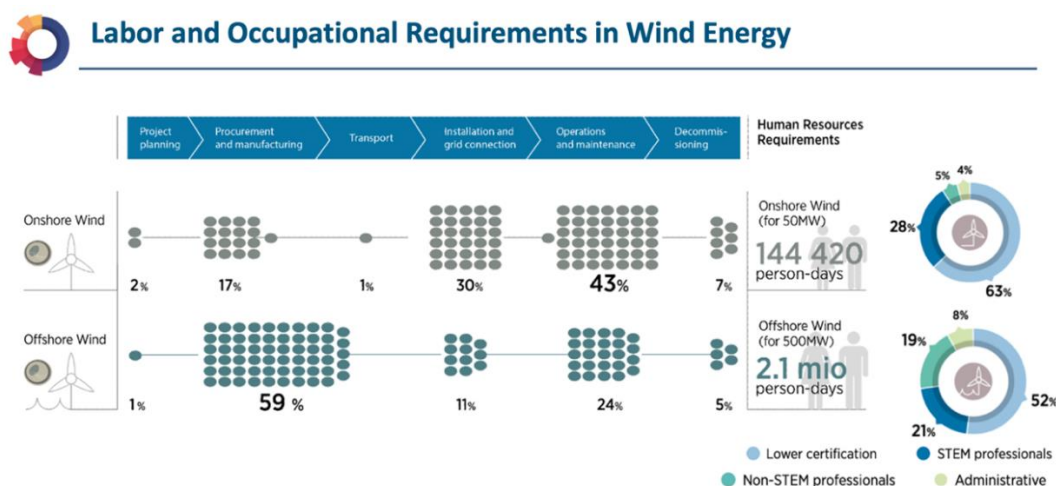
La technologie éolienne **marine** est plus efficace en raison de vents en mer plus forts et plus constants. Son potentiel d'impact environnemental est moindre que dans le cas des éoliennes terrestres et l'espace de construction de sites éoliens en mer est plus vaste. Néanmoins, les investissements requis sont considérables et les parcs éoliens offshore sont plus difficiles à entretenir en raison des vitesses de vent plus élevées, du risque de mer agitée et des problèmes d'accessibilité.

L'emploi dans le secteur de l'éolien : quels facteurs influencent l'emploi et sa qualité ?

Le secteur éolien emploie environ 1,3 million de travailleurs dans le monde et se classe parmi les cinq premières technologies renouvelables en termes de main-d'œuvre.

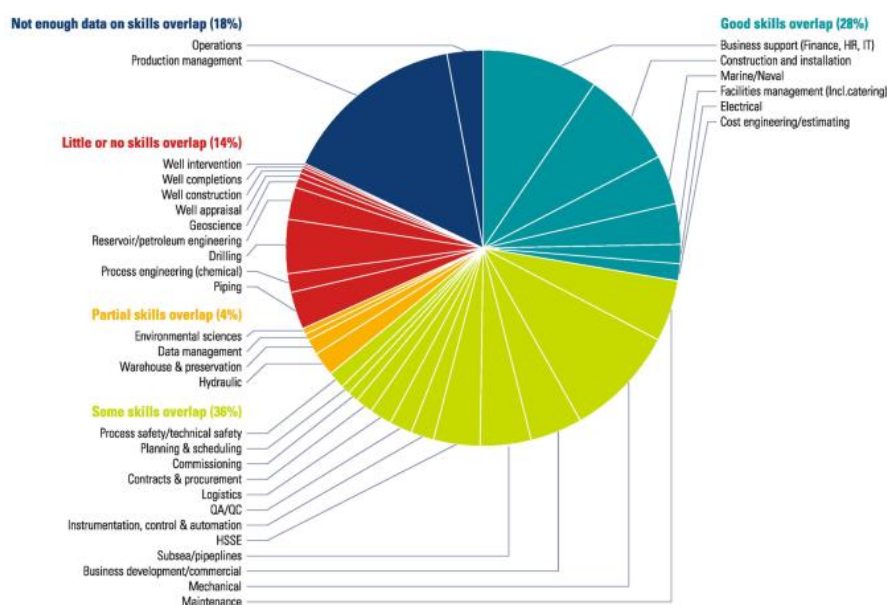
L'équilibre hommes-femmes est assez médiocre dans le secteur, principalement en raison de l'accès à l'éducation, des pratiques d'embauche, des politiques discriminatoires sur le lieu de travail et du manque de flexibilité. L'égalité hommes-femmes est pourtant un principe fondamental de la Transition juste. Les stratégies et les programmes visant à atténuer les effets des changements climatiques doivent inclure la participation, les expériences et la voix des femmes.

Les nouvelles installations génèrent des emplois dans le secteur éolien, car elles engendrent à leur tour des emplois dans la construction, la fabrication et la conception de projets. Mais ce sont les installations déjà en place, et qui créent des emplois liés à l'exploitation et à l'entretien des sites, qui déterminent l'emploi à long terme. Étant donné que la technologie éolienne n'est pas si récente et que nombre d'installations arrivent en fin de vie, le secteur offre donc également un potentiel d'emploi dans le démantèlement et le recyclage d'anciennes turbines.



Source : IRENA

Chevauchement des compétences entre l'éolien offshore et le secteur P&G



Source : Source : GWEC, Global Wind Report 2022 <https://gwec.net/global-wind-report-2022/>

La technologie éolienne s'avère difficile à mettre en place dans certains pays en raison des restrictions en matière d'aménagement du territoire et d'autres politiques. La longueur du processus d'obtention de permis pour les nouveaux parcs éoliens exerce une influence majeure sur la poursuite du développement de la technologie et une politique industrielle stratégique s'impose même dans de nombreux pays.

Ce que les syndicats pensent de l'éolien terrestre et marin...

Au **Royaume-Uni**, l'accent a été mis sur la réduction des coûts, en particulier des coûts de main-d'œuvre. La production de composants est externalisée et certains équipages de navires offshore font appel à une main-d'œuvre étrangère bon marché. Les dépenses d'investissement sont le moteur de l'emploi dans la chaîne d'approvisionnement et la construction. Une étude récente a montré qu'à peine 29 % des dépenses d'investissement des projets éoliens marins britanniques sont dépensées au Royaume-Uni. Si l'on inclut les coûts de développement, la maintenance et les activités, ce chiffre passe à 48 %.

De son côté le **Danemark**, qui est un pays nettement plus petit, possède une chaîne d'approvisionnement nationale bien plus complète et abrite des fabricants d'éoliennes de premier plan tels que Vestas. On estime que les entreprises danoises occupent 40 % du marché offshore européen, principalement dans les activités d'exploitation et de maintenance, mais aussi dans les installations. À l'intérieur comme à l'extérieur du pays, le potentiel de création d'emplois par les entreprises danoises est significatif.

Le modèle danois affiche une main-d'œuvre hautement syndiquée qui est parvenue à s'assurer des emplois sûrs et de qualité dans le secteur éolien, démontrant ainsi le rôle essentiel des syndicats afin de garantir la qualité des nouveaux emplois créés.

L'implantation d'un secteur en termes de fabrication d'équipements est un facteur important qui influe sur les lieux où des emplois sont créés. Elle détermine la capacité d'un pays à établir une chaîne d'approvisionnement nationale solide et la capacité à mettre en œuvre et à moderniser les réseaux électriques en vue d'intégrer l'électricité éolienne à l'intérieur de ceux-ci.

En **Norvège**, onze installations éoliennes flottantes offshore seront développées en concertation avec les employeurs, les gouvernements et les syndicats. Il s'agira des premiers parcs éoliens flottants alimentant des installations pétrolières et gazières offshore. Dès lors que les émissions découlant de la production de pétrole et de gaz représentent un quart des émissions de CO2 imputables à la Norvège, il était important que le pays électrifie ces plateformes.

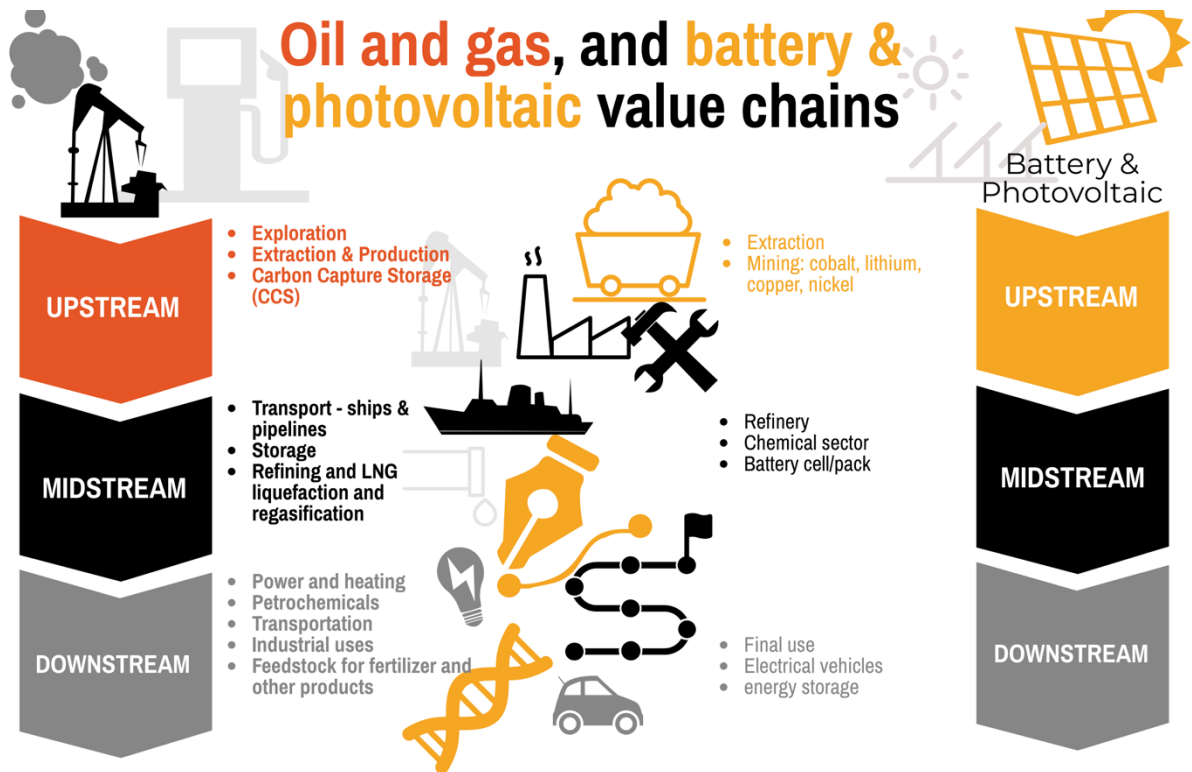
En **Espagne**, les centrales nationales UGT et CCOO ont préparé un manifeste évoquant le potentiel de la technologie éolienne dans le pays. Elles ont impliqué des entreprises du secteur, des ports et des chantiers navals dans la chaîne de valeur, des universités et des instituts de recherche. Le manifeste a vocation à permettre au pays de se tenir prêt dans le cadre de l'émergence de la technologie éolienne. Les syndicats veulent être prêts et s'assurer que tant les travailleurs que les communautés locales auront voix au chapitre.

L'**Afrique du Sud** dépend fortement du pétrole, du gaz et du charbon pour son énergie, mais on assiste à une ruée vers les énergies propres. Il existe un potentiel pour développer l'énergie éolienne et pour syndiquer les travailleurs et travailleuses dans ce secteur nouveau.

La technologie éolienne est expérimentée en Afrique du Sud et les études montrent des résultats contradictoires. Mais on peut espérer qu'elle créera de nombreux emplois, surtout si la fabrication

s'opère à l'échelon local. Les syndicats revendiquent clairement une propriété publique de cette technologie, mais aussi son appropriation par les travailleurs, y compris par le biais de coopératives de travailleurs.

Batteries et photovoltaïque



La technologie

Photovoltaïque solaire

L'énergie peut être exploitée directement à partir du soleil, même par temps nuageux. L'énergie solaire est utilisée dans le monde entier et gagne en popularité dans les domaines de la production d'électricité ou du chauffage et du dessalement de l'eau. L'énergie solaire est générée de deux façons principales :

- des panneaux photovoltaïques sont installés pour la conversion de l'énergie thermique en électricité,
- des panneaux solaires convertissent le rayonnement solaire en chaleur.

Le scénario du « zéro émission nette » à l'horizon 2050 oblige à une croissance annuelle moyenne de la production d'énergie solaire de 25 % au cours de la période 2022-2030. Cette augmentation impose de tripler le déploiement annuel des capacités jusqu'en 2030 et nécessite par conséquent une ambition politique nettement plus forte ainsi que des efforts plus importants de la part des parties prenantes publiques et privées, en particulier sur les questions de l'intégration au réseau et de l'atténuation des défis politiques, réglementaires et financiers. Cela vaut notamment dans les pays émergents et en développement.

La technologie solaire PV combine deux avantages : la fabrication de modules peut être réalisée au sein de grandes usines, ce qui permet des économies d'échelle, et cette technologie s'avère en outre très modulaire et peut être déployée en très petites quantités. Elle permet ainsi une large gamme d'applications. Les systèmes peuvent être très petits, allant du matériel électronique grand public ou

des applications hors réseau jusqu'aux installations de production d'énergie à l'échelle des services publics.

Stockage sur batterie et véhicules électriques

Une batterie est un dispositif qui stocke de l'énergie chimique pour la convertir en énergie électrique. La technologie des batteries est très répandue auprès des particuliers et des opérations à grande échelle, que ce soit dans le domaine des smartphones, des véhicules automobiles ou même des centres de données à grande échelle.

Une voiture électrique classique nécessite six fois plus d'intrants minéraux que son équivalent thermique et une centrale éolienne offshore nécessite treize fois plus de ressources minérales qu'une centrale au gaz de taille analogue. Les réseaux électriques nécessitent une quantité colossale de cuivre et d'aluminium, le cuivre étant la pierre angulaire de toutes les technologies liées à l'électricité.

Les minéraux critiques tels que le cuivre, le lithium, le nickel, le cobalt ou encore les terres rares sont des composants essentiels dans nombre des technologies énergétiques propres actuelles, qui connaissent une croissance rapide – des éoliennes aux réseaux électriques, en passant par les véhicules électriques. La demande en minéraux critiques est appelée à augmenter rapidement, parallèlement à l'accélération des transitions vers l'énergie propre.

Solaire, batteries et emplois : le rapport *World Energy Employment* de l'Agence internationale de l'énergie (AIE)

Représentant près de 2 % de la main-d'œuvre mondiale, l'emploi formel dans le secteur de l'énergie progresse ; des hausses portées par les besoins croissants dans les énergies dites « propres ». Les projets d'investissement laissent entrevoir un potentiel de croissance important. Aujourd'hui, la majorité des personnes travaillant dans le domaine des nouvelles énergies occupent des emplois liés à la phase de construction. Ces emplois sont donc temporaires. Une fois les installations construites, d'autres emplois seront créés dans les domaines de l'exploitation et de l'entretien, mais ce segment de la chaîne de valeur exige moins de main-d'œuvre que la construction et crée moins d'emplois.

L'Asie abrite la main-d'œuvre la plus importante et la plus dynamique dans le secteur de l'énergie propre. En raison des salaires moins élevés, des processus moins mécanisés et de l'expansion rapide des infrastructures, l'Asie détient une part importante des chaînes de valeur de l'énergie propre à l'instar des minéraux critiques, du solaire, de l'éolien ou des batteries. La Chine à elle seule représente près de 30 % de l'emploi formel dans le secteur de l'énergie à l'échelle mondiale.

Globalement, la transition énergétique entraînera des gains nets d'emplois. Toutefois, certaines régions et certains secteurs connaîtront des pertes considérables. Il faudra des investissements importants en vue d'assurer une bonne transition, mais une croissance rapide de l'emploi comporte également son lot de risques : difficultés à mobiliser suffisamment de travailleurs qualifiés, déficits de compétences croissants et manque d'attention portée au travail décent.

Le secteur énergétique actuel dispose d'un important réservoir de travailleurs hautement qualifiés. Il est donc plus difficile pour les nouveaux secteurs de l'énergie propre d'attirer une main-d'œuvre de qualité.

Les travailleurs de l'extraction des combustibles fossiles sont hautement qualifiés et bon nombre de ces compétences sont aisément transférables pour occuper des emplois dans le secteur de l'énergie propre. Dans le secteur du pétrole et du gaz, les travailleurs évoluant aujourd'hui dans les métiers spécialisés de la construction peuvent accéder à d'autres emplois qualifiés du domaine de la construction en lien avec l'énergie propre. Le niveau de transférabilité des compétences du secteur manufacturier de la chaîne de valeur du pétrole et du gaz devrait être tout aussi élevé. Les travailleurs des secteurs de l'extraction, du raffinage, de la distribution et du transport du gaz naturel disposent eux aussi de compétences aisément transférables vers les chaînes de valeur de l'hydrogène et du CSC.

Enfin, les compétences des travailleurs du pétrole et du gaz offshore devraient également être transférables vers l'éolien offshore et les autres réseaux offshore.

La Transition juste dans le secteur de l'énergie – cartographie des retombées pour les travailleurs

Les minéraux critiques sont aujourd'hui le « nouvel or noir » de la planète. La transition écologique nécessitera une exploitation intensive et extensive de ces minéraux. Les véhicules électriques nécessiteront ces matières en plus grandes quantités. Le graphite et le nickel sont majoritairement exportés depuis la Russie, ce qui pose aujourd'hui problème.

Compte tenu des pressions qui pèsent sur l'extraction des minéraux critiques nécessaires à la transition écologique, la politique minière requiert un examen attentif afin d'y apporter les changements requis. La transition écologique oblige également les pays à exploiter leurs réserves minérales.

Les travailleurs du monde entier sont confrontés à des défis distincts et l'on constate des écarts importants entre les capacités industrielles des différents pays (par exemple, Japon Corée Chine – producteurs de véhicules électriques vs Brésil – voitures hybrides vs Allemagne/Chine – éoliennes). Nous devons examiner les différents secteurs et pays, leurs politiques et leurs priorités, car les besoins divergent. Le paysage est complexe et confus ; en matière de Transition juste, il est impossible d'appliquer une « formule unique ».

À quoi ressemble la chaîne d'approvisionnement ?

La Chine, qui dispose de vastes réserves minérales et donc de sources importantes d'énergie propre, est le nouvel acteur entré en scène. Le pays continue en outre de renforcer sa présence dans le reste de la chaîne d'approvisionnement, depuis les matières premières jusqu'aux matériaux transformés, en passant par les composants et le montage. Compte tenu des déficits significatifs des droits de l'homme et du travail auxquels sont exposés certains travailleurs chinois, la position de la Chine exerce donc une incidence sur le type de main-d'œuvre impliqué dans cette transition.

Du point de vue de la répartition géographique, des pays très différents des traditionnels producteurs de pétrole et de gaz devraient devenir des acteurs de premier plan. Étant donné que les minéraux correspondent à des zones géographiques distinctes, la distribution actuelle des pays miniers dans la chaîne d'approvisionnement est appelée à évoluer de façon radicale sous l'effet des investissements miniers. Le Brésil possède par exemple certains de ces minéraux, mais n'investit pas dans leur extraction.

Il est important de se rappeler qu'il existe plusieurs types de technologies de batteries. Largement utilisées, les batteries font l'objet d'une âpre concurrence et nombre d'acteurs s'efforcent de garantir leur propre accès à cette technologie. Les sociétés spécialisées se disputent l'accès aux minéraux critiques, créant divers goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement. Devant la crainte de l'épuisement de ces ressources critiques, de nombreuses recherches sont engagées afin d'identifier des alternatives qui permettront de remplacer le lithium par d'autres minéraux.

Étant donné qu'il existe plusieurs types de batteries, la chaîne d'approvisionnement se trouve plus diversifiée. Les pays asiatiques dominent la production de batteries et l'UE déploie d'importants efforts pour parvenir à l'autoproduction dans ce domaine. Elle cherche à accroître l'exploitation minière sur ses territoires. Le contexte géopolitique exerce ici des retombées considérables.

Changements importants dans la chaîne d'approvisionnement au cours des 12 derniers mois

1. Escalade rapide de **l'exploitation minière en tant que secteur stratégique**
2. Loi américaine **sur la réduction de l'inflation (IRA)** bloquant les importations en provenance de la chaîne d'approvisionnement chinoise... instaurer une chaîne d'approvisionnement américaine pour l'énergie propre, en invitant des entreprises de Corée du Sud et autres à développer des technologies de transformation et des usines de raffinage

3. **Les pays africains** apparaissent de plus en plus comme **des partenaires stratégiques** en raison de leurs réserves minérales colossales.

Ce que les syndicats pensent de la technologie solaire photovoltaïque et des batteries...

Les travailleurs du **secteur automobile** bien organisé veillent à ce que les usines de production de batteries appartiennent à des usines automobiles, qui sont bien organisées et disposent depuis longtemps de conventions collectives de qualité. On ne peut toutefois citer que quelques exemples en la matière. La production de batteries requiert de vastes installations et des investissements importants ; les travailleurs constatent aujourd’hui que les constructeurs automobiles délocalisent cette production.

Au **Brésil**, l’INEEP a signalé qu’en dépit de l’augmentation des prix et de la demande dans le secteur photovoltaïque solaire depuis 2021, créant près de 151 000 emplois, 43 % de ces emplois se situent en dehors du Brésil ; les emplois se concentrent dans la construction et se caractérisent par des conditions de travail précaires et des salaires peu élevés au Brésil.

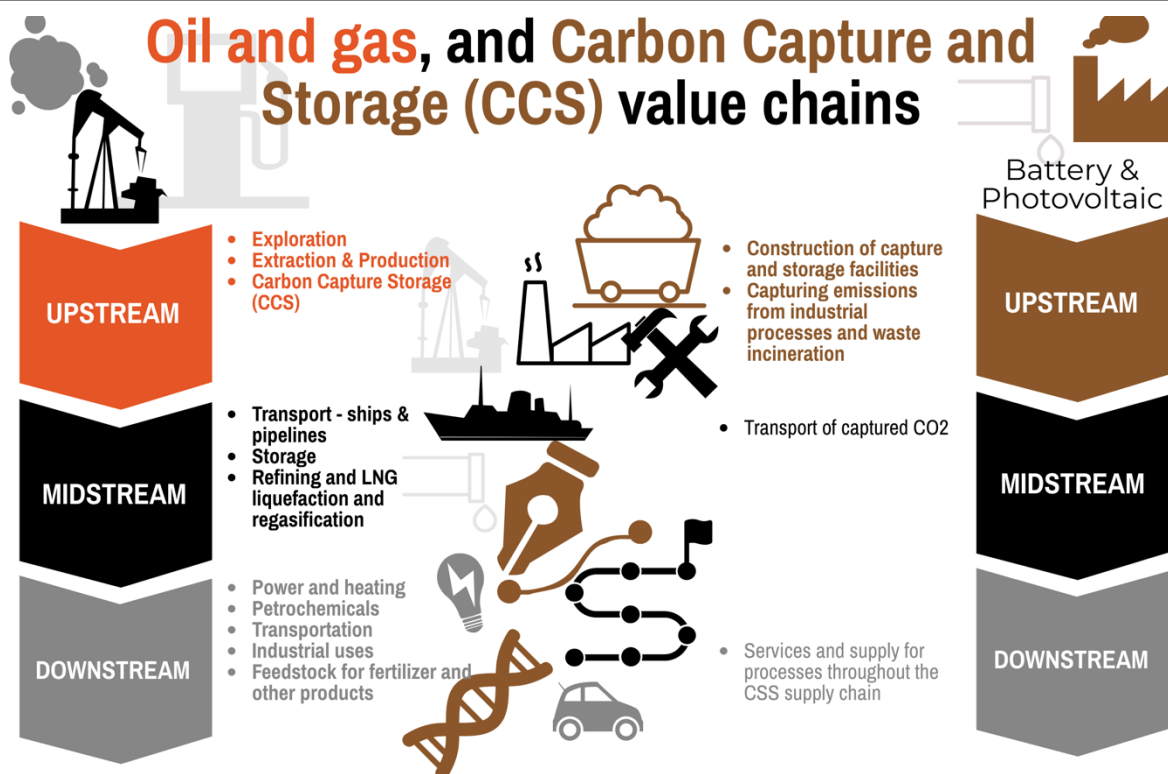
Le Brésil affiche un fort potentiel d’expansion du secteur mais les retards des projets, le manque d’incitations fiscales et la pénurie d’équipements rendent cette croissance difficile. La transition énergétique est engagée à un moment critique. Les résultats des élections présidentielles auront un impact considérable sur la direction que prendra le pays sur la question de la Transition juste.

Au **Chili**, l’exploitation minière est l’épine dorsale de l’économie, mais elle ne crée que peu d’emplois. Dans ce pays, qui est un important producteur de minéraux critiques, 14 % de la main-d’œuvre est syndiquée et seulement 8 % accèdent à la négociation collective.

Les défis sociaux et environnementaux du Chili ternissent les perspectives de progrès pour les travailleurs. Les syndicats continuent de travailler d’arrache-pied pour développer le dialogue social, en particulier autour de la question de la Transition juste.

En **Colombie**, l’industrie minière a connu des périodes difficiles. Glencore, par exemple, a tiré parti de la réglementation plus souple du gouvernement précédent, se servant de la pandémie et de la transition juste comme prétexte pour fermer des usines et licencier.

Les travailleurs veulent passer à l’énergie propre et espèrent que le gouvernement leur assurera une Transition juste. Avec le nouveau gouvernement en place, les syndicats pensent pouvoir avancer sur la question de la Transition juste, non seulement dans le secteur de l’énergie mais aussi dans d’autres secteurs, comme l’agriculture.



L'industrie lourde européenne génère d'importantes quantités d'émissions, à l'image de la pétrochimie, du fer et de l'acier, et des minéraux non métalliques, et rares sont les options viables du point de vue commercial en vue de réduire ces émissions – en dehors de l'acier vert. Le CSC se présente dès lors comme une solution importante face à ces émissions difficiles à réduire. Nombre d'occasions existent afin de développer la technologie CSC et la Norvège est l'un des principaux pays au monde qui investit dans ce domaine.

La technologie

Capter le CO₂ des processus industriels et le stocker en toute sécurité permet de réduire considérablement les émissions. Le GIEC, la CCNUCC et l'AIE soulignent que la démarche de captage et de stockage du carbone, le CSC, est nécessaire pour atteindre les objectifs climatiques.

Le captage du carbone avec stockage permanent (CSC) ou l'utilisation du CO₂ capté (CCU) permettent de réduire les émissions et tous deux sont nécessaires pour lutter contre le changement climatique. Bien que le CCU fasse partie intégrante de la vision à long terme, le CSC est nécessaire pour parvenir à une réduction à grande échelle des émissions de CO₂ dans les plus brefs délais.

La transformation des déchets en énergie avec captage et stockage du carbone est une solution qui fournit un traitement final durable pour les déchets non recyclables, qui élimine le CO₂ de l'atmosphère et produit de la chaleur et de l'électricité à l'échelon local. Le déploiement de la technologie requiert toutefois un cadre et des conditions appropriés.

Existe-t-il un marché pour le CSC ?

Comme précédemment mentionné, les industries européennes génèrent d'importants volumes d'émissions. Le captage du CO₂ représente le plus grand marché de la chaîne de valeur du CSC. Il est important de faire connaître les opportunités de réduction des émissions et d'emplois de transition. Les syndicats doivent s'assurer que les travailleurs sont organisés. Le savoir-faire confère un potentiel

international. Un projet à grande échelle pourrait apporter une technologie, des solutions et une expérience spécialisées qui seraient bénéfiques à l'échelle mondiale.

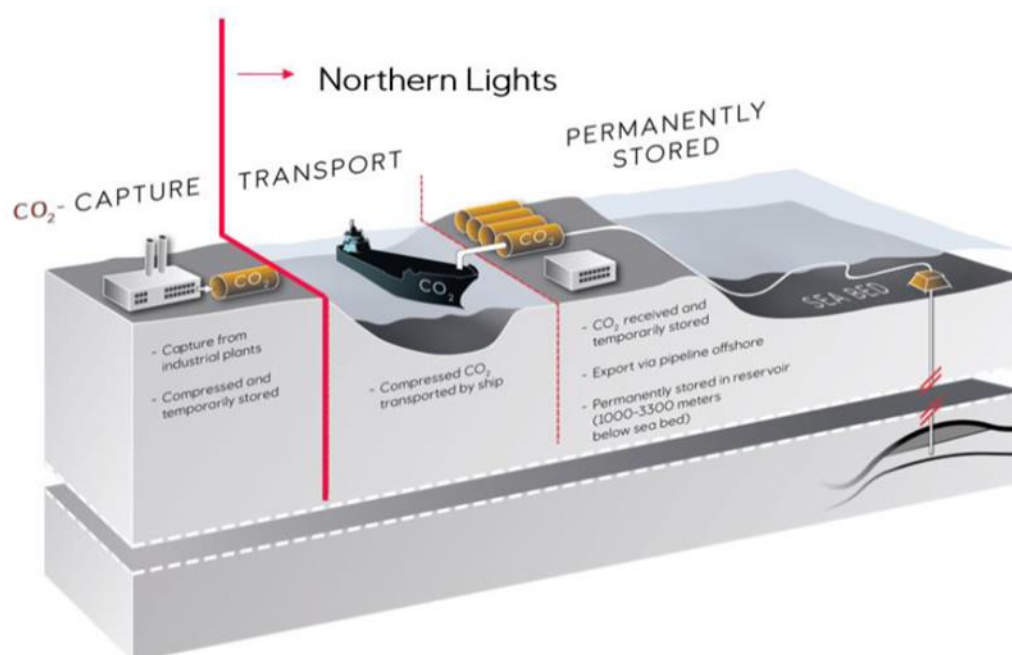
Longship, le plus grand projet climatique jamais réalisé dans l'industrie norvégienne - créer une nouvelle industrie pour l'Europe.

Depuis 1996, la Norvège travaille sur le captage et le stockage CSC et met en place des mesures incitatives. Les déchets représentent l'un de plus gros défis climatiques pour la planète. Il n'est pas envisageable d'atteindre les objectifs climatiques sans considérer des options de transformation des déchets en énergie.

Longship est le projet de capture et de stockage du carbone du gouvernement norvégien. Il s'agit du tout premier réseau de transport et de stockage de CO₂ transfrontalier et en accès libre, offrant aux entreprises de toute l'Europe la possibilité de stocker leur CO₂ en toute sécurité et de façon permanente dans les eaux profondes de la mer du Nord. La première phase du projet sera achevée à la mi-2024, avec une capacité pouvant atteindre 1,5 million de tonnes de CO₂ par an.

Longship comprend le captage de CO₂ issu de sources industrielles de la région du fjord d'Oslo (ciment et déchets > énergie) et le transport de CO₂ liquéfié depuis ces sites de captage industriel vers un terminal terrestre sur la côte ouest norvégienne, d'où il sera ensuite acheminé par pipeline vers un site de stockage offshore en mer du Nord, afin d'y être stocké de façon permanente.

Longship et Northern Lights, un projet de CSC à grande échelle



Le projet Longship reflète l'ambition du gouvernement norvégien de développer une chaîne de valeur CSC à grande échelle en Norvège à l'horizon 2024, démontrant le potentiel de cette approche de décarbonation pour l'Europe et pour le monde.

Le gouvernement avait publié en 2016 des études de faisabilité portant sur les solutions de captage, de transport et de stockage. Considérées dans leur ensemble, ces études ont montré la faisabilité d'une démarche regroupant les éléments de la chaîne de valeur au sein d'un même projet de CSC à grande échelle.

Ce que les syndicats pensent de la technologie CSC...

En **Norvège**, les syndicats travaillent de concert avec les organisations d'employeurs pour appréhender la Transition juste à travers le CSC. Plusieurs rapports ont été commandés sur la problématique de la création d'emplois et les possibilités offertes par la technologie CSC, ainsi que sur la façon de créer un plan d'affaires pour la chaîne de valeur du CSC.

L'un de ces rapports fait état de chiffres élevés sur la question de la création d'emplois dans le secteur du CSC, tant en ce qui concerne le captage que les transports, mais aussi le renforcement des emplois existants. Les effets d'entraînement pourraient renforcer 160 000 à 200 000 emplois et contribuer à la création de 70 000 nouveaux emplois en 2050. Il est nécessaire d'investir, de rallier le soutien du gouvernement et de mettre l'accent sur l'extension des projets à grande échelle.

Plusieurs questions ont été soulevées concernant l'utilisation concrète du CO₂ capté. Les experts ont expliqué qu'il était important d'évaluer non seulement le stockage du CO₂ capté mais aussi son utilisation. L'utilisation de ce CO₂ doit être analysée plus avant, mais il pourrait servir à la fabrication de marchandises telles que le plastique et les équipements de construction.

Une autre préoccupation soulevée notamment par les pays du Sud se rapportait au niveau conséquent d'investissement nécessaire pour mettre en place l'infrastructure liée aux projets de CSC à grande échelle, et plus précisément sur la manière de susciter l'attrait des économies plus petites qui sont d'importants émetteurs. En Afrique où l'énergie solaire abonde, l'option offerte à travers le CSC devient moins intéressante en raison des investissements conséquents induits par cette technologie.

La dépendance de la région du **Moyen-Orient / Afrique du Nord (MENA)** vis-à-vis des combustibles fossiles fait toute leur importance. Le secteur est à l'origine de niveaux élevés d'emplois et de revenus.

En Irak, plus de 90 % du budget national provient du pétrole et du gaz alors que la région MENA est la plus touchée par le changement climatique, de la sécheresse impactant le stockage de l'eau aux vagues de chaleur, en passant par les dommages causés aux écosystèmes, etc.

Certaines initiatives de réduction des émissions de CO₂ ont été déployées dans la région. Elles comprennent la transition vers les énergies renouvelables et des investissements en faveur du CSC. L'énergie solaire offre également un potentiel énorme dans la région. Le CSC se présente comme une option particulièrement intéressante pour les États du golfe car elle leur permettrait de continuer à exporter leurs hydrocarbures.

Les syndicats de la région y voient quant à eux une possibilité de maintenir l'industrie, en veillant dans un premier temps à l'assainir.

Actuellement, le Qatar, l'Arabie saoudite et les émirats abritent trois grands sites de CSC, qui représentent conjointement près de 10 % du CO₂ capté dans le monde chaque année, à hauteur de 3,7 millions de tonnes par an.

Aux **États-Unis** le projet de loi sur les infrastructures prévoit une enveloppe budgétaire significative pour l'établissement de complexes de CSC dans le pays. Un groupe d'acteurs industriels et de syndicats parmi lesquels l'USW, dans la vallée de l'Ohio, se penchent sur des initiatives de CSC.

Des sommes importantes sont mobilisées pour des projets en grand nombre (la plupart des employeurs du secteur du raffinage [Chevron EXXON...] se lancent dans de nombreux projets). L'USW étudie comment influencer l'utilisation de certaines de ces ressources afin de traiter avec les usines de raffinage.

Quelques projets d'Exxon dans le golfe du Mexique nécessiteront des fonds bien plus importants, et malgré la part de financement couverte par le gouvernement, l'investissement requis demeure conséquent. Pour les syndicats, les efforts déployés ne sont pas suffisants pour préserver l'emploi.



Les **ateliers nationaux** ont porté sur l'état d'avancement de la Transition juste dans le secteur de l'énergie dans certains pays donnés.

Les syndicats ont partagé à l'échelle mondiale des exemples sur la Transition juste en mettant l'accent sur :

- Les plans du gouvernement concernant la transition
- L'investissement du gouvernement dans la transition énergétique
- Le statut du dialogue social
- Les modèles ou études disponibles sur les retombées en matière d'emploi
- Que pouvons-nous faire du point de vue collectif ?

Panorama mondial



Progrès et défis : les actions des travailleurs pour assurer une Transition juste

L'Australie affiche un bilan peu glorieux sur la question de la Transition juste ces dernières années, avec un gouvernement qui se fourvoie dans un négationnisme climatique et un puissant lobby des combustibles fossiles. Les énergies renouvelables ont néanmoins progressé et pourraient même couvrir 80 % de la production d'électricité d'ici 2030 si les investissements s'avèrent à la hauteur.

Le nouveau gouvernement travailliste est désormais susceptible d'accepter les demandes des syndicats concernant la création d'une Autorité nationale sur la Transition juste. Le rôle à long terme du gaz naturel dans la transition énergétique reste à préciser.

Avec le nouveau gouvernement en place, il y a des raisons d'être optimistes. Les syndicats australiens redoublent d'efforts pour avoir voix au chapitre dans le cadre de ce processus et poussent le gouvernement à mettre l'accent sur l'investissement et une Transition juste pour les travailleurs.

En **Norvège**, l'industrie pétrolière est l'une des industries les plus importantes depuis 50 ans. Elle représente 22 % des recettes de l'État et emploie plus de 220 000 personnes.

Les syndicats norvégiens soutiennent l'Accord de Paris et tablent sur une évolution prochaine des emplois.

[En savoir plus sur l'éolien onshore et offshore en Norvège](#)

[En savoir plus sur le captage et le stockage du carbone en Norvège](#)

Le gouvernement de l'**Indonésie** accueillera cette année le Sommet du G20. Le pays dispose d'une feuille de route « zéro émission nette » prévoyant l'arrêt progressif des centrales électriques au charbon d'ici 2060. Toutefois, les syndicats craignent qu'aucun plan clair n'ait été défini quant à la manière d'atteindre ces objectifs ou quant à leurs implications pour les 1,2 million de travailleurs du secteur de l'extraction du charbon. Les syndicats aspirent à un dialogue social tripartite afin de façonner ce plan, dialogue social qui devra inclure des discussions sur l'avenir des industries du pétrole et du gaz naturel.

Les syndicats aspirent à plus de certitude quant à la transition vers des emplois verts et à l'impact sur les travailleurs. Ils mettent l'accent sur la formation et l'amélioration des compétences afin d'être en mesure de préparer les travailleurs. Il est essentiel d'inclure un libellé évoquant la Transition juste dans les conventions collectives et de sensibiliser à l'incidence du changement climatique.

En **Irak**, les plans de transition et les investissements ont cessé en raison de l'instabilité dans le pays, tandis que le gouvernement reste hostile à la collaboration syndicale. Le pays regorge d'opportunités dans le domaine des énergies renouvelables mais la pratique du torchage de gaz y est particulièrement répandue. Le changement climatique et le réchauffement de la planète sont des problèmes universels, il est donc nécessaire de faire peser une pression mondiale sur le gouvernement irakien.

Les syndicats doivent aborder la problématique sous un angle mondial afin d'identifier les pays/régions où les multinationales investissent et ceux/celles qui offrent des opportunités de solidarité avec les travailleurs de l'énergie irakiens. À titre d'exemple, la société allemande Siemens a signé un accord avec le gouvernement irakien en vue de produire de l'hydrogène dans le pays. IndustriALL a conclu avec Siemens un accord-cadre mondial qui pourra servir de tremplin aux syndicats pour exiger la participation des travailleurs au processus de transition.

Le **Japon** a adopté une feuille de route ambitieuse pour lutter contre le changement climatique. La coopération entre les syndicats et le gouvernement est forte. Dans un contexte d'approvisionnement limité en électricité et de prix élevés du gaz naturel, le gouvernement et les syndicats s'intéressent à l'énergie solaire et à l'énergie nucléaire. Afin de préserver la sécurité d'approvisionnement, le gouvernement japonais cherche également des fournisseurs de gaz naturel.

La feuille de route du Japon pour relever le défi du changement climatique est audacieuse et ambitieuse. Elle est marquée par trois jalons clés.

- Premièrement, l'engagement pris par le Japon dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 26 % par rapport aux niveaux de 2013 d'ici 2030.
- Le deuxième jalon consiste à promouvoir le développement de technologies innovantes d'ici 2050, permettant au Japon de contribuer à la réduction de l'accumulation de CO₂ atmosphérique dans le monde « au-delà de zéro ».
- Le troisième jalon, le plus ambitieux, dévoilé par le Premier ministre Suga Yoshihide le 26 octobre 2020, appelle le pays à parvenir à un niveau d'émissions nettes de GES nulles à l'horizon 2050. Cet engagement audacieux engage le Japon sur la voie de la neutralité carbone d'ici une trentaine d'années.

L'approche du Japon repose sur trois principes clés :

1. Promouvoir l'innovation et la technologie en tant qu'agents de changement pour relever les défis du réchauffement climatique.
2. Promouvoir la finance verte pour soutenir le développement de l'innovation et des nouvelles technologies.
3. Soutenir une plus grande coopération internationale en faveur de l'adoption par les entreprises de technologies vertes innovantes.

Pour parvenir à la neutralité carbone à l'horizon 2050, des changements socio-économiques systémiques s'imposent à l'instar d'une évolution du mode de vie en ce qui concerne la façon de s'habiller, de se nourrir, de se loger et de se déplacer. Des efforts sont déjà engagés au Japon pour banaliser le recours aux énergies renouvelables et aux véhicules électriques.

[En savoir plus sur le Japon et l'hydrogène](#)

La **Nouvelle-Zélande** est le premier pays à annoncer une élimination progressive des forages pétroliers et gaziers offshore avec un plan pour une Transition juste inclusive pour les travailleurs et les communautés. En outre, les syndicats appuient tant l'élimination progressive du pétrole et du gaz offshore que les plans visant le zéro émission nette d'ici 2050.

Le gouvernement a inclus les syndicats dans la discussion autour de cette transition. Il les a consultés à propos de la mise en œuvre de son plan.

Les travailleurs ont leur mot à dire dans la planification des industries et dans la transition des compétences, on assiste également à une coopération étroite avec les communautés dans le cadre de ce processus de Transition juste.

Les syndicats sont optimistes, ils ont mis en place un cadre approprié et l'on constate de nombreux développements positifs, mais ils sont encore en période d'apprentissage. Le processus de transition n'est pas parfait. Le gouvernement actuel prend des mesures concrètes mais les syndicats s'inquiètent de ce qu'un éventuel changement de gouvernement pourrait nuire au processus.

Au **Nigéria**, les syndicats sont parties prenantes au processus de dialogue social tripartite sur la réalisation des engagements nationaux vis-à-vis des objectifs climatiques des Nations Unies, mais davantage d'efforts sont attendus pour assurer l'utilité et l'efficacité de ce processus.

Bien qu'ayant adopté un plan de transition énergétique qui prévoit de nombreux emplois dans le secteur des énergies renouvelables, le gouvernement investit encore beaucoup dans l'exploration pétrolière et gazière. Les exportations de pétrole et de gaz représentent 65 % des recettes nationales du Nigéria. Bien que l'emploi dans le secteur pétrolier représente moins de 5 % de l'emploi direct, il s'agit néanmoins des meilleurs emplois disponibles.

Les syndicats ne soutiendront pas une transition sans conditions. La transition doit s'opérer parallèlement à la suppression des subventions dans l'industrie pétrolière et gazière. Celle-ci représente la première source de revenu au Nigeria, les retombées sur les travailleurs et les communautés sont donc considérables.

Les travailleurs de l'énergie ont fait savoir qu'ils n'appuieraient la transition énergétique que si celle-ci allait de pair avec une démarche de protection sociale, de formation du personnel et d'amélioration des compétences.

En **Afrique du Sud**, le COSATU et ses syndicats affiliés ont élaboré un Plan directeur en faveur de la Transition juste au profit des travailleurs de la chaîne de valeur du charbon-énergie, de l'agriculture et des transports. Ce Plan directeur fournit aux syndicats des outils de politique, de négociation collective et autres outils permettant d'équiper les travailleurs en vue de mener à bien l'agenda d'une transformation radicale de l'économie. Le futur bouquet énergétique de l'Afrique du Sud est en cours de discussion dans le sillage des récentes annonces du gouvernement. Les énergies renouvelables seront développées et le gaz naturel se verra attribuer un rôle potentiellement plus important.

Les cinq principales revendications du COSATU pour une Transition juste :

- Création d'emplois et politique durable
- Un revenu minimum de base universel
- Requalification et perfectionnement
- Redistribution des terres

- Mettre fin à l'austérité pour un cadre macroéconomique intégrant la notion de justice climatique

La stratégie de **l'Espagne** en faveur de la Transition juste dans le secteur de l'énergie s'inscrit dans le cadre d'un effort de décarbonation plus important pour l'ensemble de l'économie. Le dialogue social représente un volet important de ce processus et les syndicats sont étroitement impliqués. Les centrales syndicales CCOO et UGT ont évoqué des premiers pas compliqués mais positifs dans le cadre de ce processus, avec l'élimination progressive du charbon et un déploiement rapide des énergies renouvelables, avant de s'élargir l'année dernière pour intégrer une interdiction des nouveaux forages de pétrole et de gaz.

Comme le font remarquer des sources académiques et syndicales, les efforts en faveur d'une Transition juste pour l'industrie houillère espagnole seront principalement de nature réactive en abordant les retombées des fermetures de mines précédentes et l'avenir des communautés charbonnières, plutôt qu'en s'attachant de manière proactive à la transition d'une importante main-d'œuvre active. Les villes minières connaissent déjà des difficultés en raison du déclin progressif de l'industrie, avec des taux de dépeuplement allant jusqu'à 40 %. En raison de leur nature rurale et de l'absence d'une main-d'œuvre aux compétences variées, ces zones ont du mal à attirer de nouvelles entreprises. De solides coalitions locales ont émergé afin de ralentir ou de stopper la fermeture des mines, y compris les travailleurs, les syndicats, les autorités municipales et les entreprises indirectement soutenus par l'industrie du charbon ; au cours des dernières décennies, leur action a permis d'entraver les plans successifs de fermeture de mines de charbon. Les pertes d'emplois sont particulièrement préoccupantes pour l'Espagne qui, avant même la pandémie de COVID-19, affichait un taux de chômage deux fois plus élevé que la moyenne de l'UE.

[En savoir plus sur l'hydrogène en Espagne](#)

En décembre 2020, avant que l'Europe ne bascule dans la crise énergétique actuelle, le gouvernement du **Danemark** a adopté une loi contraignante sur la neutralité climatique à l'horizon 2050. Cette loi prévoit l'abandon progressif de l'extraction du pétrole et du gaz par des mesures de Transition juste et le renoncement au cycle actuel d'octroi de licences.

Les syndicats danois ont salué les objectifs ambitieux du gouvernement, à une exception près : l'annulation du dernier cycle d'octroi de licences, qui n'aurait pas d'impact sur les objectifs climatiques, mais bien un impact négatif sur les travailleurs et travailleuses.

Lors du sommet de la mer du Nord qui s'est tenu en 2022 au Danemark, les dirigeants d'Allemagne, de Belgique et des Pays-Bas ont annoncé un objectif commun : multiplier par quatre la capacité éolienne en mer d'ici 2030, et par dix d'ici 2050.

Un tel investissement dans les énergies renouvelables nécessite également un investissement important dans la formation et la requalification. Les partenaires sociaux ont créé une académie offshore où les syndicats et les entreprises s'assurent que les compétences des travailleurs et travailleuses correspondent aux compétences requises dans le secteur naissant.

[En savoir plus sur l'éolien onshore et offshore au Danemark](#)

En **Allemagne**, les syndicats ont été fortement impliqués et ont soutenu le plan national pour éliminer progressivement le recours au charbon. Cependant, avec la crise actuelle et la dépendance du pays au pétrole et au gaz importés de Russie, il est difficile de poursuivre le démantèlement de la filière charbon selon le calendrier initial.

Aux **États-Unis**, la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) de l'Administration Biden vise à créer des emplois dans le secteur de l'énergie propre, à stimuler les investissements dans les énergies renouvelables, à revitaliser le secteur manufacturier et à réduire les coûts des soins de santé. Cette loi devrait permettre de créer 1,5 million d'emplois dans les secteurs de la construction et de la fabrication.

Pour la première fois aux États-Unis, les syndicats disposent d'un instrument qui ressemble à une politique industrielle, surtout s'agissant d'une politique axée sur le climat et l'énergie. Il s'agit d'une évolution positive, même si la transition elle-même suscite encore des inquiétudes. L'augmentation de la part des énergies propres entraînera par exemple une réduction de l'utilisation du charbon et du pétrole, ainsi que des véhicules à combustion interne. Mais s'agissant des travailleurs et travailleuses de ces secteurs, il n'y a toujours pas de dispositions les concernant. La loi a ses limites et les syndicats continueront à se battre.

[En savoir plus sur l'hydrogène aux États-Unis](#)

La centrale nationale FNV aux **Pays-Bas** soutient les politiques climatiques du gouvernement mais insiste sur la création de fonds pour le charbon afin de soutenir les travailleurs et travailleuses en transition. La FNV s'efforce d'influencer les fonds de pension néerlandais pour qu'ils se désengagent des industries fossiles et investissent plutôt dans des industries plus durables. En collaboration avec le gouvernement et les entreprises, les syndicats travaillent sur une plateforme pour une conduite responsable du secteur des énergies renouvelables.

Au **Brésil**, le gouvernement Bolsonaro a été calamiteux pour l'environnement et pour les travailleurs. Il a annulé les investissements de Petrobras, la compagnie pétrolière et gazière publique brésilienne, dans les énergies renouvelables, privant ainsi l'État d'un outil essentiel pour mener la Transition juste. La privatisation et le recours accru à des travailleurs en sous-traitance au sein de Petrobras ont entraîné des pertes d'emplois, tout en aggravant la situation. Mais les syndicats fondent de grands espoirs sur l'éventuel retour d'un gouvernement sous l'autorité de Lula.

[En savoir plus sur la technologie solaire et photovoltaïque au Brésil](#)

Au **Canada**, les syndicats se battent depuis plusieurs années pour obtenir une loi nationale sur la Transition juste, attendue à la fin de cette année ou au début de 2023. La principale leçon à tirer du groupe de travail canadien sur la Transition juste pour l'élimination progressive du charbon est que les syndicats doivent avoir plus qu'un rôle consultatif dans le cadre de ce processus. Les syndicats doivent avoir une place à la table où se prennent les décisions et c'est bien la revendication du Congrès du travail du Canada et de ses affiliés.

Des mesures réelles sont nécessaires et les travailleurs et les communautés concernées doivent faire partie de la transition afin de garantir des emplois bien rémunérés au sein de ces communautés.

Ce qui manque, ce sont des politiques industrielles et sectorielles ainsi que des formations pour fournir les compétences à la prochaine génération de travailleurs et travailleuses. Il s'agit d'un rôle clé que les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, doivent assumer.



Conclusions



Les syndicats et les confédérations nationales du secteur de l'énergie sont mobilisés sur la question de la Transition juste et des bons emplois. Nos membres ont vu leurs emplois se transformer ou disparaître, parallèlement à l'émergence de nouveaux emplois dans le domaine des énergies propres et de nouvelles possibilités d'organisation en raison de la décarbonation. Nous avons déjà amorcé cette transition mais, dans la plupart des cas, celle-ci n'a rien de juste.

Nos membres savent que la transition énergétique se poursuivra et ils veulent être prêts à affronter l'avenir. Les syndicats souhaiteraient vivement obtenir des informations, des exemples et échanger avec d'autres syndicats, notamment sur la question des bons emplois et du dialogue social.

Toutes les projections font état de gains nets en matière d'emplois dans le cadre d'une transition vers l'énergie propre. Cependant, aucune technologie ou activité liée à l'énergie propre n'impliquera autant d'emplois, et autant d'emplois de qualité, que dans les secteurs pétrolier et gazier d'aujourd'hui. Ajoutons que les emplois qui composent actuellement les filières du pétrole et du gaz sont souvent les meilleurs que l'on trouve dans l'économie ; les emplois proposés jusqu'à présent dans les nouvelles entreprises du secteur de l'énergie propre sont en général de qualité inférieure à ceux de la filière des combustibles fossiles et les employeurs sont souvent hostiles aux syndicats. Les nouveaux emplois doivent être de bons emplois. **Cela signifie que les syndicats doivent renforcer leur cœur de métier qui est d'organiser les travailleurs, dans les secteurs existants et les nouveaux secteurs.**

Certes, la crise mondiale des prix de l'énergie a contribué à augmenter l'emploi dans le secteur du pétrole et du gaz, mais les syndicats savent pertinemment que cela ne durera pas. En outre, chacun conviendra qu'un niveau élevé de prix dans le domaine de l'énergie est néfaste pour tous les membres de la classe ouvrière, et pire encore pour les pays et les ménages les plus modestes. Les prix élevés de l'énergie constituent également une menace pour l'emploi dans les industries à forte intensité énergétique.

Bien que bon nombre d'emplois des secteurs pétrolier et gazier présentent un important potentiel de transférabilité des compétences vers le secteur de l'énergie propre, ce n'est pas le cas de tous. La transition impliquera nécessairement formation et requalification. De même, les nouvelles technologies telles que l'hydrogène soulèvent de nouveaux enjeux dans les domaines de la santé et la sécurité, qui imposeront de nouvelles réglementations et compétences dans le domaine Santé, Sécurité & Environnement (HSE). Même les technologies plus anciennes, comme les panneaux solaires, exigent de porter une attention accrue à la question des compétences et à la HSE, dès lors que les risques tels que les chutes et les équipements à haute tension ne sont pas suffisamment pris en compte.

Les gouvernements et les entreprises investissent et déploient différentes technologies d'énergie propre à des rythmes variables. Les emplois d'aujourd'hui s'en trouvent dès lors impactés, de même que le moment auquel interviendra la création de nouveaux emplois dans le secteur des énergies propres. Afin de pouvoir formuler des revendications appropriées au nom de nos membres dans les différents secteurs, nous devons comprendre quelles technologies seront adoptées et à quel moment, et ce que ce calendrier d'adoption implique en termes d'emploi dans l'ensemble des secteurs. À titre d'exemple, la transition vers l'électrification et potentiellement vers l'hydrogène dans les transports s'opère à un rythme soutenu dans certains pays. Ce changement est appelé à faire reculer la demande de pétrole, en particulier en ce qui concerne les produits pétroliers raffinés. Pour les travailleurs des raffineries, le procédé CSC concernant les émissions des raffineries pourrait permettre de préserver leurs emplois pendant une période donnée, mais pas indéfiniment.

La transition énergétique nécessitera des minéraux critiques en plus grandes quantités ainsi que le recyclage et la réutilisation des minéraux déjà intégrés à des produits existants. Il existe des emplois de qualité dans l'industrie minière, mais ils sont rares. Pour permettre aux travailleurs des pays dotés de vastes réserves de minéraux critiques d'accéder à davantage d'emplois de qualité, les gouvernements devront chercher à se positionner sur une plus grande part de la chaîne de valeur des minéraux concernés. Par exemple, le traitement des minéraux et la fabrication pourraient être réalisés dans les pays où les minéraux sont extraits.

À mesure que la transition énergétique s'accélère, les régions et les communautés qui dépendent des emplois et des revenus du pétrole et du gaz, ou d'autres activités énergétiques, risquent d'être mis à l'écart. Les gouvernements doivent planifier et conduire un processus de développement approprié pour ces régions, sinon elles ne seront rien d'autre que le premier maillon de la chaîne de production.

Dans la plupart des pays producteurs de pétrole et de gaz, les travailleurs du secteur de l'énergie n'ont pas accès à un dialogue social sur la Transition juste, sur les objectifs climatiques et sur l'avenir en général. Certains employeurs et certains gouvernements ont créé leur propre version de la « Transition juste », qui n'implique ni les travailleurs, ni leurs représentants. La plupart n'ont pas impliqué les syndicats dans l'élaboration des plans de décarbonation ou des plans axés sur une Transition juste. Le plus souvent, nos affiliés et nos membres ne savent pas précisément quand la transition aura lieu ou selon quelles modalités, quels sont les emplois qui sont appelés à évoluer ou à disparaître et quels nouveaux emplois seront créés, ni quel sera le cheminement des travailleurs vers ces nouveaux emplois.

Dans les entreprises énergétiques actuelles, la plupart des emplois – jusqu'à 80 % – se trouvent dans la chaîne d'approvisionnement. Il faut accéder à de meilleurs outils afin de garantir que les emplois de la chaîne d'approvisionnement sont aussi de bons emplois. Dans les pays à forte densité syndicale, les emplois dans la chaîne d'approvisionnement peuvent être de qualité, en particulier dans le secteur manufacturier. Dans d'autres pays, ils sont de moins bonne qualité. Les multinationales exercent un véritable contrôle sur leurs fournisseurs sur des questions telles que les prix, les spécifications techniques et le développement technologique. Elles devraient également être en mesure de veiller à ce que les fournisseurs garantissent des emplois décents et appliquent de bonnes normes du travail.

Dans de nombreux pays, la privatisation du secteur de l'énergie et la contractualisation de l'emploi dans les entreprises énergétiques privées et publiques ont dégradé l'emploi et rendu le dialogue social difficile, voire impossible. La privatisation et la contractualisation n'ont pas non plus favorisé la progression de la décarbonation. Au contraire, nombre d'entreprises impliquées ouvrent de nouveaux sites d'extraction. Considérés dans leur ensemble, ces processus ont considérablement réduit les perspectives de négociation collective efficace ainsi que de politique industrielle intentionnelle impulsée par l'État et de décarbonation.

Quelques employeurs, en particulier lorsqu'ils appartiennent à l'État, ont mis en place un dialogue social actif ainsi que des accords et des plans pour une Transition juste dans leur pays d'origine. Mais aucun n'a défini (ou très peu d'entre eux) d'exigences en matière de Transition juste et de dialogue social dans les autres pays où ils opèrent ou dans leur chaîne d'approvisionnement. Il est urgent d'élaborer de nouveaux accords et/ou de nouvelles lois qui couvriront les travailleurs des opérations internationales et des chaînes d'approvisionnement des multinationales pétrolières. Il faut également de nouveaux outils pour soutenir le dialogue social et amener les employeurs à la table des négociations.

Les Nations Unies, et en particulier le Secrétaire général Gutierrez, soutiennent fermement la Transition juste. Les Nations Unies se soucient également de l'intégrité des objectifs et initiatives volontaires existants en matière de climat, y compris ceux impliquant des compagnies pétrolières et gazières. Les syndicats sont eux aussi préoccupés. Les gouvernements, les employeurs et les institutions financières s'engagent tous azimuts en faveur d'une « Transition juste » dans le cadre des objectifs climatiques des Nations Unies, mais ces engagements n'incluent ni le dialogue social, ni les syndicats, ni le travail

décent. Nous saluons le rapport du Groupe d'experts de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur les engagements de zéro émission nette des entités non étatiques, qui recommande que les acteurs non étatiques rendent compte de la manière dont leurs engagements zéro émission nette appuieront une Transition juste. Nous irions même un peu plus loin en établissant un processus visant à contrôler la conformité de ces engagements vis-à-vis des Principes directeurs de l'OIT pour une Transition juste.

Pour être efficaces, les Accords mondiaux pour une Transition juste devront inclure de solides mécanismes de responsabilisation. C'est donc tout naturellement que l'Organisation internationale du Travail, unique agence tripartite de l'Organisation des Nations Unies, pourrait devenir dépositaire de tels accords, sur convocation du Secrétaire général des Nations Unies. Bien évidemment, le principe de diligence raisonnable et les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme devraient faire partie de ces accords.

L'énergie doit être considérée comme un bien commun. Dans le cadre de cette approche, le travail du syndicat consiste à garantir des emplois décents et de qualité dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.



*Les points suivants ne sont pas énumérés dans un ordre de priorité.

1. L'initiative devrait se poursuivre en 2023. Selon les affiliés, elle a offert un important forum d'échange transcendant les régions, les frontières nationales, les secteurs et les formations syndicales.
2. Dans une prochaine phase, l'initiative pourrait couvrir d'autres sujets que les affiliés ont mis en évidence. Ceux-ci ont par exemple démontré un vif intérêt à l'égard d'un atelier sur l'énergie nucléaire ainsi que d'un atelier sur la transition juste dans la région MENA.
3. Que ce soit dans le cadre de l'initiative ou séparément, il serait également intéressant d'étudier le rôle d'une approche du secteur de l'énergie considérant celle-ci comme un bien commun.
4. Pour conserver les bons emplois et assurer que les nouveaux emplois seront eux aussi de qualité, les syndicats doivent renforcer leur cœur de métier en organisant les travailleurs à la fois dans les secteurs existants et dans les nouveaux secteurs.
5. La plupart des personnes actives dans le secteur de l'énergie travaillent dans la chaîne d'approvisionnement. Les efforts visant à organiser et mettre en place des conventions collectives devraient également inclure ces travailleurs.
6. Les pressions suscitées par les efforts d'organisation et de campagne, mais aussi au niveau politique, et la présence d'un mouvement fort et uni peuvent permettre de parvenir à un véritable dialogue social, qui amènera de bons emplois et des conventions collectives de qualité pour les travailleurs du secteur de l'énergie. Dans le cadre de cette démarche, les syndicats sectoriels, les confédérations nationales et les différents échelons du mouvement syndical doivent faire front commun.
7. La pratique du renforcement des capacités syndicales par le biais d'échanges entre les syndicats du pays d'origine d'une entreprise et les syndicats des pays où se situent les chaînes d'approvisionnement porte ses fruits dans des secteurs comme le textile et peut également être appliquée au secteur de l'énergie.
8. Les emplois du secteur de l'énergie propre sont ouverts à tout le monde. Une prochaine phase de l'initiative pourrait inclure plus largement les questions de genre et de justice raciale et explorer les pistes offertes au mouvement syndical afin de garantir l'implication d'un plus grand nombre de travailleuses, de travailleurs racisés et de jeunes travailleurs.
9. Néanmoins, l'objectif de l'initiative devrait être non plus de diffuser des informations mais d'aider les syndicats du secteur de l'énergie à obtenir un dialogue social sur la question des bons emplois et de la Transition juste. À quelques exceptions près, les outils actuels ne suffisent pas ; de nouveaux outils sont nécessaires.
10. Les accords mondiaux pour une Transition juste peuvent être un outil utile en vue de promouvoir le dialogue social. Leur efficacité dépendra toutefois du plein soutien des syndicats qui organisent les multinationales de l'énergie au

pays, de l'engagement du Secrétaire général des Nations Unies et d'un processus tripartite fort par l'entremise de l'OIT. Ces accords devraient intégrer les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme¹ ainsi que des exigences strictes quant à l'application d'une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et inclure les travailleurs des chaînes d'approvisionnement.

11. Il convient de créer des espaces de dialogue social tripartites afin de discuter de la Transition juste entre gouvernements, employeurs et syndicats. Ces acteurs devraient travailler main dans la main en vue d'identifier les futurs besoins associés à la Transition juste et commencer à établir des plans sur cette question à un stade suffisamment précoce, avant que les emplois existants ne commencent à disparaître, de façon à assurer que de nouveaux emplois de qualité seront en place afin de s'y substituer.
12. Les gouvernements nationaux et les autorités régionales des pays dotés d'importantes réserves de minéraux critiques devraient prendre des mesures pour conserver une plus grande part de la chaîne de valeur et des emplois liés à ces minéraux. Ces mesures devraient inclure des exigences imposant de procéder au traitement des minéraux dans le pays d'extraction et éventuellement aussi d'y localiser la fabrication.
13. De même, les gouvernements doivent planifier et conduire un processus de développement approprié pour les régions et les communautés qui dépendent des emplois et des revenus du pétrole et du gaz, ou d'autres activités énergétiques. Sinon, ces régions pourraient être laissées pour compte à mesure que la transition énergétique s'accélère.
14. Les engagements pris sur la question du climat et de la Transition juste dans le cadre de l'Accord de Paris devraient faire l'objet d'un contrôle afin de s'assurer de leur application concrète et, dans le cas de la Transition juste, de leur conformité vis-à-vis des Principes directeurs de l'OIT. Bon nombre de pays et d'entreprises utilisent ces engagements à des fins d'« écoblanchiment », utilisant ainsi l'argument écologique pour couvrir des actions néfastes. Les syndicats doivent exiger des gouvernements et des employeurs qu'ils tiennent leurs promesses.

¹ https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_FR.pdf